

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Environnement SUD

Perpignan, le 17/07/2023

2 rue Jean Richepin - BP 60079 - 66050 Perpignan Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VILLE D'ARGELES-SUR-MER -ISDI

Allée Ferdiant Buisson - BP 99
66700 Argelès-sur-Mer

Références : 2023 – 117 – PR/EX
Code AIOT : 0003702720

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2023 dans l'établissement ISDI de la VILLE D'ARGELES-SUR-MER implanté lieu-dit Salt d'en Carbasse (66704) Argelès-sur-Mer. L'inspection a été annoncée le 16/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de la mise en service de l'installation. La commune a sollicité l'inspection afin d'acter les travaux préparatoires en amont de la mise en exploitation du site. Pour rappel, la première inspection doit se dérouler dans l'année qui suit l'enregistrement et le Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE fixe une périodicité de visite pour ce site de 7 ans. L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation "ICPE".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VILLE D'ARGELES-SUR-MER -ISDI
- Lieu dit Salt d'en Carbasse 66704 Argelès-sur-Mer
- Code AIOT : 0003702720
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) de la commune d'Argelès-sur-Mer, s'inscrit dans une ancienne carrière de feldspath, située sur le territoire communal, au lieu-dit « Salt d'en Carbasse » dans les premiers reliefs du Massif des Albères.

Historiquement, cette ancienne carrière avait été autorisée au nom de la société CERATERA par arrêté préfectoral du 10 avril 1985 pour une durée de 20 ans et portait sur une surface de 12 000 m² et une production annuelle de 10 000 tonnes. La mise à l'arrêt définitif déclarée en 2002, a laissé une dépression résiduelle de fronts de taille développant une capacité de stockage de l'ordre de 33 000 m³. L'acquisition des terrains de l'ancienne carrière par la commune pour l'exploitation de l'ISDI, a pour objectifs :

1. à court terme : fournir un exutoire définitif aux 12 000 m³ de terres issues d'un ancien terrain de cross, actuellement stockées en zone inondable (zone d'aléa faible) près de l'avenue de Charlemagne au Sud du camping La Sardane, nécessitant l'évacuation ;
2. à long terme : fournir à la commune d'Argelès-sur-Mer un exutoire pour les déchets inertes ultimes générés régulièrement par les chantiers communaux (le site n'a pas vocation à recevoir des déchets de tiers).

Ainsi, L'arrêté préfectoral du 21/03/2023 a enregistré l'ISDI située dans l'ancienne carrière sous la rubrique 2760-3 des ICPE, permettant le réaménagement de l'excavation en accueillant 33 000 m³ de déchets inertes pour leur stockage définitif, sur une durée d'exploitation de 30 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- ➔ Préparation à la mise en service du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

1. « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
2. « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
3. « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 21/03/2023, article 2.2.5	Observation de l'inspection
2	Affichage	Arrêté Préfectoral du 21/03/2023, article 2.2.4	Sans objet
3	Distance d'éloignement	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 6	Sans objet
4	Accès	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16	Sans objet
5	Déchargement	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19	Sans objet
6	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 23	Sans objet
7	Poussières	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 24	Sans objet
8	Acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
9	Document préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
10	Accusé d'acceptation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	Sans objet
11	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, aucun fait « susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives » n'a été relevé. L'exploitant doit répondre à la seule observation de l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2023, article 2.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Compléments, renforcement des prescriptions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit pouvoir justifier à l'inspection des installations classées le respect des prescriptions qui lui sont applicables. Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des différentes dispositions fixées par les arrêtés ministériels listés ci-dessus et du présent arrêté, est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. Les résultats de ces vérifications doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. Les non-conformités et écarts qui ressortent de ces audits de vérification doivent être corrigés sans délai. En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant. Le premier audit de vérification doit être réalisé par un organisme extérieur compétent et indépendant dans un délai de un an à compter de la signature du présent arrêté. Le résultat de cet audit sera transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit sa réception. En cas d'écart à la réglementation observé, il est accompagné d'un plan de mise en conformité, comprenant les délais de réalisation.
Constats : A ce jour, l'ISDI n'est pas mise en exploitation. L'exploitant prévoit de débiter l'activité avec le stockage des terres de l'ancien terrain de cross, après la saison estivale et au plus tard en fin d'année 2023. L'inspection a rappelé que le premier audit de vérification doit être réalisé par un organisme extérieur compétent et indépendant dans un délai de un an. La commune devra informer l'inspection du début d'exploitation du site.
Observations : Il appartient à la commune d'informer l'inspection du début d'exploitation de l'ISDI en présentant les actions préalables à la mise en service du site. A compter de cette information, le premier audit de conformité devra être établi dans un délai d'un an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Affichage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2023, article 2.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Compléments, renforcement des prescriptions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un panneau d'affichage (résistants et inscriptions inaltérables) des mentions réglementaires est apposé sur le portail d'entrée au site suivant un format suffisamment grand. Le panneau affiche à minima : <ul style="list-style-type: none">• les mentions réglementaires : identification du site et de l'exploitant, arrêté préfectoral, horaires d'exploitation, interdictions d'accès, numéros de téléphones, etc ;• les consignes : consignes générales d'exploitation, fiches de situation d'urgence « Pollution » et « Incendie », plan général du site et un plan de phasage d'exploitation, etc ;• les mentions éventuellement nécessaires permettant au public de compléter leur information concernant la nature de l'exploitation. La clôture longeant la piste DFCI AL39 dispose d'un panneau de signalisation et d'information similaire, adapté à cet emplacement.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté une maquette du panneau d'affichage prévu et comprenant les mentions réglementaires, les consignes et les mentions nécessaires permettant au public de compléter leur information concernant la nature de l'exploitation. L'inspection a rappelé que le dossier de demande d'enregistrement prévoit : <i>"Plusieurs panneaux d'affichage en matériaux résistants sur lesquels seront apposées des inscriptions inaltérables, indiqueront les mentions réglementaires ainsi que les différentes mentions utiles en rappel des consignes d'exploitation (consignes générales d'exploitation) et enfin les mentions éventuellement nécessaires permettant au public de compléter leur information concernant la nature de l'exploitation. Un panneau des mentions réglementaires sera apposé sur le portail d'entrée au site suivant un format suffisamment grand (mentions établies dans le dossier en page 5). A destination principale des personnes intervenant sur le site seront rappelés sur un affichage suffisamment grand (A0) :</i> <ul style="list-style-type: none">- les consignes générales d'exploitation ; - la fiche de situation d'urgence « Pollution » ; - la fiche de situation d'urgence « Incendie » ;- un plan général du site et un plan de phasage d'exploitation ;- et toute autre mention jugée utile par l'exploitant." A noter que qu'une maquette des consignes, fiches et plans sont présentés en annexe du dossier initial.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Distance d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est implantée à une distance d'éloignement de : <ul style="list-style-type: none">• 10 mètres des constructions à usage d'habitation, des établissements destinés à recevoir des personnes du public, des zones destinées à l'habitation ou des captages d'eau ;• 10 mètres des voies d'eau, voies ferrées ou voie de communication routières. En cas d'impossibilité technique de respecter ces distances, l'exploitant propose des mesures alternatives permettant d'assurer un niveau de nuisances des tiers équivalent. Les stockages sont éloignés d'une distance d'au moins 10 mètres par rapport à la limite du site.
Constats : Les limites de l'établissement sont établies en tenant compte de la maîtrise foncière et en s'appuyant sur les clôtures existantes. Certaines de ces clôtures existantes marquant la limite de l'établissement, sont disposées à moins de 10 m de la piste DFCI AL39. Les stockages viendront stabiliser le massif en s'appuyant sur les fronts résultant de l'ancienne exploitation de carrière. Le long de la piste DFCI AL39, ces fronts, sur un linéaire de 100 m, sont à moins de 10 m des limites du site. A ce titre, l'inspection a rappelé la prescription de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21/03/2023 accordant dérogation et qui prévoit : <i>"Les dispositions de l'article 6 « Distances d'implantation » de l'Arrêté du 12/12/2014 relatif aux prescriptions générales applicables à la rubrique 2760-3 au régime d'enregistrement, sont complétées par la prescription suivante :</i> <i>Ces distances d'éloignement ne s'appliquent pas vis-à-vis de la piste DFCI AL39 le long de laquelle l'exploitant conserve et entretient la clôture existante et assure un remblayage contre les fronts de l'ancienne carrière.</i> <i>En compensation, le long de la piste DFCI AL39 et de la piste DFCI AL40, est implanté un écran végétal constitué d'espèces pare-feu, dont les essences sont définies si besoin avec l'avis de l'ONF (arbres et arbustes d'essences non invasives et adaptées à la palette végétale locale) destinés à masquer l'établissement depuis ces deux pistes DFCI."</i>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.
Constats : Dans le cadre du réaménagement de l'ancienne carrière, des clôtures destinées à prévenir l'accès de personnes au sein du site et notamment au niveau des zones de front ont été disposées. Celles-ci sont toujours présentes et en état. Elles sont complétées par une végétation arbustive dense rendant extrêmement difficile l'accès à ces clôtures. D'après le dossier initial, la commune doit clôturer la façade donnant sur la piste DFCI AL40 à l'Est et poser un portail d'accès fermé à clef en dehors de toute exploitation. Le site ne disposera que d'un seul accès depuis ce portail.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.
Constats : Les matériaux inertes apportés seront déchargés sur la plate-forme de dépose non loin du lieu de stockage définitif au sein d'une zone dite de contrôle. Cette zone de contrôle sera délimitée par des panneaux et son emplacement adapté si besoin. Un agent désigné par la mairie devra vérifier l'absence de déchets indésirables parmi les déchets déversés avant le départ de l'apporteur. Les déchets ne seront mis en forme et à leur place définitive depuis cette zone de contrôle qu'à la fin de chaque année (l'apport de déchets n'est pour rappel estimé qu'à 700 m3/an). Une consigne particulière d'exploitation établie dans le dossier initial, intègre ces prescriptions. A ce titre, l'inspection a rappelé la prescription de l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21/03/2023 complétant et renforçant les prescriptions générales, qui prévoit : « L'exploitation (apports et modelage des terrains) est autorisée du lundi au vendredi et de 8h00 à 17h00. Les déchets inertes admis proviennent des chantiers communaux effectués, soit en régie, soit par les entreprises désignées pour ces travaux. La commune établit une liste des personnes autorisées sur site ainsi que leur fonction. Les matériaux inertes apportés sont déchargés sur une zone dite de contrôle. Cette zone de contrôle est délimitée par des panneaux. Aucun équipement particulier n'est conservé sur site (bungalow, conteneur déchet, etc). »
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation de l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'utilisation des eaux pluviales non polluées est privilégiée dans les procédés de nettoyage des installations et d'arrosage des pistes. Afin de limiter et de réduire le plus possible la consommation d'eau, des dispositifs de brumisation d'eau ou équivalents sont privilégiés chaque fois que possible.
Constats : D'après le dossier initial, l'arrosage des pistes et matériaux régalez à des fins de maîtrise des émissions de poussières sera effectué au moyen d'une arroseuse de chantier. Elle sera réglée afin d'éviter la formation d'écoulements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières ou d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. Les déchets inertes stockés sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.
Constats : Les matériaux apportés ne seront pas sources de risques sanitaires ou d'odeurs particulières. Le seul aspect environnemental à traiter est l'envol de poussières. En période d'activité, les matériaux régalez pourront faire l'objet du passage d'une arroseuse de chantier lorsque les conditions météorologiques et le niveau d'activité le nécessiteront. A ce titre, l'inspection a rappelé la prescription de l'article 2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21/03/2023 complétant et renforçant les prescriptions générales, qui prévoit : « L'apport de déchets inertes est : <ul style="list-style-type: none">• strictement interdit en période nocturne ;• limité durant la période estivale ;• évité lors des événements culturels et sportifs. <i>Dans le cas d'une opération amenant à un trafic plus régulier de poids-lourds et si les conditions météorologiques le nécessitent, une arroseuse est employée pour limiter les envols de poussières. Afin d'organiser et sécuriser la circulation d'un trafic plus régulier de poids-lourds, la traversée du lieu-dit de la Salt d'en Carbasse, fait l'objet d'une signalétique renforcée et si nécessaire, accompagné de la présence de personnel, d'affichages d'information et de moyens techniques (feux de circulation). »</i>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none">- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.
Constats : D'après les consignes particulières de l'établissement et de la Fiche de Suivi de Déchets, constituées dans le dossier d'enregistrement, la procédure d'acceptation préalable est la suivante : <ul style="list-style-type: none">- Seuls les déchets provenant du territoire de la commune d'Argelès-sur-Mer seront admissibles sur le site ;- Seuls les déchets émis par la mairie d'Argelès-sur-Mer seront admissibles sur le site, c'est à dire les chantiers communaux tant en régie qu'effectués par les entreprises désignées pour ces travaux. La mairie établira une liste des personnes autorisées sur site ainsi que leur fonction. Chaque apport fera l'objet du renseignement d'une fiche de suivi de déchets comportant les mentions prévues par les arrêtés ministériels en vigueur. Cette fiche est présentée en annexe du dossier de demande d'enregistrement. A ce titre, l'inspection a rappelé la prescription de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 21/03/2023 accordant dérogation et qui prévoit : <i>"En lieu et place des dispositions de l'article 7 de l'Arrêté du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admissions des déchets inertes, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes : Les restrictions suivantes s'appliquent à l'ensemble des déchets admissibles sur l'Installation de Stockage de Déchets Inertes :</i> <ul style="list-style-type: none">- les déchets admissibles sont restreints aux seuls déchets provenant du territoire de la commune d'Argelès-sur-Mer ;- le seul et unique émetteur des déchets admissibles est la mairie d'Argelès-sur-Mer. <i>Chaque année, suite aux opérations de modelage des déchets, un rapport de travaux assorti d'un reportage photographique rendant compte de la qualité et de la nature des déchets, est rédigé et mis à la disposition de l'inspection des installations classées, rapport auquel sont annexées les fiches de suivi de déchets correspondantes."</i>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Document préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : <ul style="list-style-type: none">- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET;- l'origine des déchets ;- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.
Constats : Les déchets provenant des chantiers de la commune d'Argelès-sur-Mer, pour chaque déchet ou lot de déchets apporté, une fiche de suivi de déchets sera réalisée suivant le modèle présenté en annexe du dossier de demande d'enregistrement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Accusé d'acceptation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
Constats : Les déchets provenant des chantiers de la commune, la fiche de suivi de déchets signée fera office d'accusé d'acceptation et comportera les mentions prévues. La quantité de déchets en tonnes sera estimée si le passage par une bascule de pesée n'est pas possible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant compilera au fur et à mesure les informations des fiches de suivi de déchet en un registre d'admission.</p> <p>Ce registre est mis à disposition annuellement à l'inspection des installations classées accompagné des fiches de suivi des différents apports de l'année.</p> <p>Concernant les actions à mener à chaque fin d'année, l'inspection a rappelé la prescription de l'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 21/03/2023 complétant et renforçant les prescriptions générales, qui prévoit :</p> <p><i>« A la fin de chaque année, les déchets sont stockés et mis en forme à leur place définitive depuis la zone de contrôle. Le chantier de modelage est réalisé en journée, sur une période limitée à quelques jours et évite les périodes d'évènements dans le secteur. Durant cette phase, une benne permettant la récupération des éventuels DIB est présente et évacuée à la fin des opérations de mise en forme. En fonction des conditions météorologiques, les pistes et matériaux font l'objet d'une aspersion afin de limiter les envols de poussières.</i></p> <p><i>Le réaménagement est conforme aux mesures prévues dans le dossier de demande d'enregistrement. Les déchets inertes sont recouverts par une couche de couverture de 30 cm de terres, issues de l'ancien terrain de cross et stockées à cet effet, puisensemencées.</i></p> <p><i>Un rapport de fin de travaux comportant un reportage photographique des déchets enfouis et auquel est annexé les fiches de suivi de déchet correspondantes, est rédigé annuellement et mis à la disposition de l'inspection des installations classées. »</i></p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet